Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
http://assembly.coe.int
COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 12902 Addendum
21 avril 2012

Communication du Président de l'Assemblée parlementaire au Bureau de l'Assemblée

Activités du Président entre la première et la deuxième partie de la session ordinaire de 2012

Communication
Président de l'Assemblée

Sommaire **Page**

1. REUNIONS ET VISITES PASSEES 1
2. COMMUNIQUES DE PRESSE 7
3. DISCOURS 8

1. REUNIONS ET VISITES PASSEES

1.1. Entretiens avec les responsables politiques et économiques de la région Alsace : amélioration de la desserte aérienne de Strasbourg et renforcement des liens entre la région Alsace et l'APCE (janvier - février 2012)

1.1.1. Renforcement des liens avec la région Alsace

J'ai pris contact avec le maire de Strasbourg, le Président de la Communauté urbaine et les Présidents des Conseils général et régional, en vue de mieux faire connaître l'Assemblée parlementaire en Alsace et l'Alsace aux parlementaires.

Une première retombée concrète sera la réception organisée par le Conseil général du Bas-Rhin en l'honneur des parlementaires de l'Assemblée le 25 avril 2012.

1.1.2. Desserte aérienne de Strasbourg

J'ai rencontré les principaux responsables, locaux et nationaux, de ce dossier afin de dégager des solutions permettant d'améliorer la desserte aérienne de Strasbourg.

Je me suis réjoui de la ferme volonté des élus locaux, du Gouvernement français et d'Air France, principale compagnie desservant Strasbourg, de trouver rapidement des solutions. L'une des pistes les plus prometteuses serait de tendre vers l'alignement des taxes payées par les compagnies aériennes à Strasbourg sur le niveau de celles acquittées dans les principaux aéroports concurrents et, en contrepartie, en 2012, d'ouvrir de nouvelle lignes entre Strasbourg et diverses villes européennes.

1.1.3. Liste des rencontres organisées dans ce cadre

26 janvier 2012 : Rencontre avec M. Roland Ries, maire de Strasbourg

1er février 2012 : Rencontre avec M. Jacques Bigot, Président de la Communauté urbaine de Strasbourg

7 février 2012 :Rencontre avec M. Philippe Richert, ministre chargé des collectivités territoriales, Président du Conseil régional d'Alsace

8 février 2012 : Audition par la Commission des Affaires européennes du Sénat

Rencontre avec M. André Flajolet, député français du Pas-de-Calais sur la participation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au Forum mondial de l'eau à Marseille

22 février 2012 : Rencontre avec les responsables d'Air France

– M. Zoran Jelkic, Directeur de Cabinet du PDG d'Air France

– M. Claude Malacan, Directeur du Programme

– Mme Patricia Manent, Chargée des Relations avec le Parlement européen et les Institutions

– M. Thomas Dubus, directeur de l'aéroport de Strasbourg

– M. Claude Leibermann, Président du Conseil de surveillance de l'aéroport de Strasbourg

Ces entretiens sont dans la continuité de ceux ayant précédé mon élection, notamment avec le Président du Conseil Général du Bas-Rhin, M. Guy-Dominique Kennel, et le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, M. Jean-Luc Heimburger.

1.2. Réunions au Parlement européen (Strasbourg, 15-16 février 2012)

Au cours de ces deux journées à Strasbourg, j'ai rencontré le Président du Groupe du Parti populaire européen, Joseph Daul, le Président du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, Hannes Swoboda, la Co-Présidente du Groupe des Verts/Alliance libre européenne, Rebecca Harms, le Président du Groupe des Conservateurs et Réformistes européens, Martin Callanan et la Présidente de la délégation de l'Union européenne auprès du Conseil de l'Europe, Luisella Pavan-Woolfe. J'ai également participé à la réunion de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, qui a tenu un échange de vues avec Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de la France.

L'objectif principal de ces réunions était une coopération accrue entre l'Assemblée parlementaire et le Parlement européen. Plus particulièrement, j'ai prôné une participation accrue et réciproque aux activités d'intérêt commun organisées par les deux institutions, y compris la tenue de visites conjointes sur le terrain. J'ai également appelé au redoublement des efforts pour éviter le double-emploi dans les activités du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, en particulier en ce qui concerne l'Agence des droits fondamentaux, déjà en place, ainsi que les projets de l'Union européenne d'établir un Fonds européen pour la démocratie et un Représentant spécial pour les droits de l'homme. Parmi d'autres questions, nous avons abordé la situation en Hongrie et en Ukraine, les conflits gelés en Europe ainsi que l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme.

A cette occasion, j'ai également rencontré Françoise Grossetête, Présidente du Groupe de contact de haut niveau pour les relations avec la Communauté chypriote turque dans la partie nord de l'île, avec laquelle nous avons décidé d'effectuer une visite conjointe à Chypre en septembre 2012.

J'ai été très content de ces réunions, et de l'intérêt exprimé par nos homologues du Parlement européen à coopérer sur des questions spécifiques d'intérêt commun. C'est mon intention de suivre de près le travail du Parlement européen, à la fois à Strasbourg et à Bruxelles, et d'utiliser toutes opportunités appropriées pour promouvoir le travail de notre Assemblée.

1.3. Réunions aux Nations-Unies (New York, 27-29 février 2012)

J'ai voyagé à New York à l'occasion d'une série de manifestations organisées dans le cadre de la 56ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

J'ai saisi cette occasion pour prendre contact avec les plus hauts responsables des Nations Unies, pour discuter des moyens de renforcer notre coopération et de joindre nos efforts dans la recherche de solutions aux crises et aux plus graves problèmes touchant nos sociétés. J'ai rencontré notamment Ban Ki-moon,

Secrétaire général des Nations Unies, Lynn Pascoe, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies pour les affaires politiques et Michelle Bachelet, Secrétaire Générale adjointe des Nations Unies chargée de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.

Lors de la rencontre avec Ban Ki-moon et celle avec Lynn Pascoe, j'ai plaidé en faveur d'un partenariat fort entre le Conseil de l'Europe et les organes de l'ONU dans la gestion des crises. J'ai proposé un élargissement de la coopération entre les deux organisations, notamment avec une coordination des positions sur les crises internationales telles que la Syrie, et des consultations lors des débats de l'Assemblée consacrés à ces sujets. J'ai précisé que l'Assemblée parlementaire peut contribuer en mobilisant les parlements européens, et à travers eux, les gouvernements européens, à soutenir les efforts des Nations Unies pour résoudre ces crises.

J'ai également insisté sur la nécessité pour tous les Etats de respecter réellement sur la scène internationale - et notamment au sein des organes de l'ONU - les valeurs auxquelles ils ont souscrit en adhérant au Conseil de l'Europe.

Pour sa part, le Secrétaire Général des Nations Unies a accepté en principe une invitation à s'exprimer à Strasbourg devant l'Assemblée parlementaire. Il a fortement apprécié l'engagement de l'Assemblée dans la défense des droits de l'homme et a mis un accent particulier sur son rôle dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Lors de la rencontre avec Michelle Bachelet, je l'ai remerciée chaleureusement de l'excellente coopération entre l'Assemblée et ONU Femmes, qui s'est traduite, entre autres, par la participation de Mme Bachelet aux débats de l'Assemblée lors de la partie de session de janvier 2012. Je lui ai dit à quel point cette participation avait été appréciée par les membres de l'Assemblée et je l'ai encouragée à venir participer à d'autres débats pertinents dans l'avenir.

Pour sa part, Mme Bachelet s'est engagée avec enthousiasme à continuer à promouvoir à travers le monde la Convention du Conseil de l'Europe sur la violence domestique (Convention d'Istanbul) et a exhorté l'Assemblée à redoubler d'efforts pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique.

J'ai tenu également des rencontres bilatérales avec des ambassadeurs des pays membres et des observateurs et partenaires de l'Assemblée, notamment ceux de Chypre, Géorgie, France, Russie, Israël et Palestine, avec lesquels j'ai échangé des vues sur la gestion de conflits dans des Etats membres du Conseil de l'Europe et notre voisinage le plus proche. Nous avons discuté, en particulier, de la situation à Chypre, des conséquences de la guerre entre la Géorgie et la Russie et de la situation au Proche Orient.

J'ai eu des rencontres inter-institutionnelles extrêmement positives avec le Président de l'Union interparlementaire Abdelwahed Radi et le Secrétaire Général de l'UIP Anders Johnsson, ainsi qu'avec le Directeur de l'Alliance des civilisations des Nations Unies Marc Scheuer. Nous avons trouvé des convergences et identifié de nombreux sujets sur lesquels nous pouvons travailler ensemble.

Finalement, j'ai prononcé des discours à deux manifestations organisées dans le cadre de la 56ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Le 27 février, j'ai participé à une manifestation portant sur la prévention de la violence contre les femmes par la mise en œuvre de standards internationaux, organisée conjointement par le Conseil de l'Europe, ONU Femmes et la Représentation permanente de la Turquie auprès des Nations Unies. J'ai également participé en tant que paneliste, le 29 février, à une réunion parlementaire sur " Promouvoir l'autonomie des femmes rurales : le rôle des parlements", organisée par l'Union interparlementaire et l'ONU Femmes.

1.4. Visite de travail à Bruxelles (6-7 mars 2012)

L'objectif principal de ma visite à Bruxelles a été d'aborder avec mes interlocuteurs les possibilités d'accroître la coopération entre le Conseil de l'Europe et les institutions de l'Union européenne dans des domaines concrets tels que la prévention et le règlement des conflits, les actions dans le voisinage méridional du Conseil de l'Europe - en particulier auprès des pays bénéficiant du statut de partenaire pour la démocratie de l'Assemblée - la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que la situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

J'ai également évoqué la nécessité d'éviter le double emploi des activités menées par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, ainsi que l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme.

Lors de cette visite, je me suis entretenu avec Martin Schulz, Président du Parlement européen, Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires extérieures du Parlement européen, Michel Barnier, Commissaire européen pour le Marché Intérieur et les Services, Cecilia Malmström, Commissaire européenne aux Affaires Intérieures, Štefan Füle, Commissaire européen pour l'Élargissement et la Politique européenne de voisinage, Pierre Vimont, Secrétaire Général exécutif du Service européen pour l'Action extérieure, ainsi que l'Ambassadeur de la République de Chypre auprès de l'Union européenne, M. Korneliou.

J'ai également rencontré Wilfried Martens, Président du Parti populaire européen, Nicolas Beger, Directeur du Bureau d'Amnesty International auprès de l'Union européenne, et Antoine Madelin, Directeur des activités auprès des OIG, Organisations de défense des droits de l'Homme à travers le monde.

Par ailleurs, j'ai été le grand invité de l'émission " Ici l'Europe " sur le canal d'information " France 24 ".

Mon message à Bruxelles a été très clair - les actions du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne sont complémentaires, elles visent un objectif commun, celui d'aboutir à la création d'un espace de protection des droits de l'homme sur l'ensemble du continent, dans l'intérêt de tous les citoyens européens. A ma grande satisfaction, ce message a été très bien accueilli par mes interlocuteurs.

J'ai également proposé de rechercher de nouvelles synergies en travaillant ensemble sur des dossiers concrets, notamment à l'égard des pays sous suivi et engagés dans le dialogue post-suivi prévu par l'Assemblée, mais également à l'égard de ceux présentant des situations juridiques ou politiques délicates comme, par exemple, la Hongrie actuellement.

Finalement, je souhaite remercier Monsieur l'Ambassadeur Torbjørn Frøysnes, Représentant Spécial du Secrétaire Général et Directeur du Bureau de Bruxelles, pour son assistance précieuse pendant cette visite ainsi que lors de sa préparation et, en particulier, pour son travail formidable à Bruxelles pour visibiliser le Conseil de l'Europe et intensifier notre coopération avec l'Union européenne.

1.5. Réunions à Strasbourg (13-14 mars 2012)

Pendant cette visite, j'ai tenu les rencontres suivantes avec :

– M. Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
– M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Président de l'Assemblée générale, des Nations Unies
– Mme Françoise Grossetête, Présidente du "Groupe de contact à haut niveau pour les relations avec la communauté chypriote du nord de l'île"
– des membres chypriotes du Parlement européen
– Mme Nadezhda Neynsky, membre du Parlement européen, Bulgarie
– l'Ambassadeur Theodora Constantinidou, Représentante Permanente de Chypre
– l'Ambassadeur Luís Filipe Castro Mendes, Représentant Permanent du Portugal
– Mgr Giordano, Observateur Permanent, Envoyé spécial du Saint-Siège
– Mme Gabriella Battaini, Directrice générale des programmes du Conseil de l'Europe
– M. Costa, ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme.

1.6. Réunions à Strasbourg (20-21 mars 2012)

Suite à la fusillade tragique devant un collège de Toulouse qui a coûté la vie à quatre personnes, dont 3 enfants, je me suis rendu le 20 mars au matin à l'Ecole Aquiba de Strasbourg pour faire part de mon émotion et exprimer la solidarité de l'Assemblée parlementaire avec la communauté juive.

Aux côtés d'élèves et du Directeur de l'Ecole Aquiba, du Grand Rabbin de Strasbourg, du directeur de l'école Beth Hannah et d'autres représentants de la communauté juive de Strasbourg, j'ai participé à une minute de silence en mémoire des victimes.

De même, pendant mon séjour à Strasbourg, j'ai tenu les rencontres suivantes avec :

– M. Eric Pickles, Secrétaire d'Etat pour les communautés et les pouvoirs locaux, Royaume Uni
– M. Vlasak, Vice Président du Parlement européen

– Sir Nicholas Bratza, Président de la Cour européenne des droits de l'homme

– M. Gianni Buquicchio, Président de la Commission de Venise

– l'Ambassadeur Fuller, Représentante permanente du Royaume-Uni

– l'Ambassadeur Tatiana Pârvu, Représentante permanente de la République de Moldova

– l'Ambassadeur Josep Dalleres, Représentant permanent d'Andorre

– Hégoumène Philippe (Ryabykh), représentant du patriarche de Moscou à Strasbourg.

Je me suis également rendu au Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe, où j'ai tenu un échange de vues avec le groupe des " Jeunes ambassadeurs de paix " qui suivaient un séminaire dans ce centre.

1.7. Visite officielle à Monaco (23-24 mars 2012)

A l'invitation du Conseil national de Monaco, j'ai effectué une visite officielle dans la Principauté le 23 mars 2012. Dans le cadre de cette visite, j'ai rencontré le Président du Conseil national, M. Jean-François Robillon, le ministre d'Etat, M. Michel Roger, les leaders des partis politiques représentés au Conseil national, ainsi que les membres de la délégation monégasque à l'Assemblée. J'ai également été reçu par S.A.S. le Prince Albert II de Monaco.

Dans le cadre de mes rencontres, j'ai salué les efforts de la Principauté pour moderniser les institutions tout en encourageant les autorités à adopter les normes internationales les plus modernes face aux enjeux actuels de coopération internationale, et notamment les quatre conventions du Conseil de l'Europe les plus récentes : protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, contrefaçon des produits médicaux, prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes et cybercriminalité. J'ai également remercié les autorités pour leur soutien constant aux grands projets du Conseil de l'Europe, comme par exemple la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant.

J'ai également attiré l'attention de mes interlocuteurs sur le fait que Monaco célébrera en 2014 le 10ème anniversaire de son adhésion au Conseil de l'Europe, en espérant que ce grand événement permettra de rendre la contribution de la Principauté aux actions du Conseil de l'Europe encore plus visible et pertinente.

Par ailleurs, j'ai souligné que le dialogue post-suivi actuellement en cours était un mécanisme concret et efficace pour renforcer davantage notre coopération, en exprimant le souhait que le prochain rapport de la commission de suivi fasse le bilan sur les progrès accomplis pour permettre de progresser sur des sujets où davantage d'efforts sont encore nécessaires, dans le respect des spécificités de Monaco que nous connaissons tous.

1.8. Cérémonie du Prix Nord-Sud 2011 au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (Lisbonne, 27 mars 2012)

Dans mon discours à la cérémonie de remise du Prix Nord-Sud, qui a été attribué cette année à Boris Tadic et Souhayr Belhassen, j'ai souligné que par leur action et leur courage, les deux lauréats du Prix ont contribué à façonner le monde d'aujourd'hui, avec des débats démocratiques au Sud de la Méditerranée et dans des Balkans pacifiés et impliqués dans le processus de l'intégration européenne. J'ai notamment évoqué l'engagement personnel du Président Tadic, grâce auquel "l'Europe du Sud-est n'est plus une zone d'instabilité, mais une région où la plupart des acteurs ont la volonté politique de coopérer pour la paix, la stabilité et la prospérité de tous les Européens qui y vivent ".

J'ai également rappelé le combat mené par Mme Belhassen en faveur des droits de l'homme dans le sud de la Méditerranée, et j'ai souligné qu'elle a été la première femme et le premier représentant du monde arabe à accéder à la Présidence de la Fédération internationale des droits de l'homme.

En marge de la cérémonie, j'ai eu une rencontre très intéressante et constructive avec la délégation portugaise à l'Assemblée.

1.9. Visite officielle en République de Moldova (2-5 avril 2012)

A l'invitation du Président du Parlement, M. Marian Lupu, j'ai effectué une visite officielle en République de Moldova du 2 au 5 avril. Pendant mon séjour, j'ai visité Chisinau, où j'ai rencontré M. Lupu, ainsi que le Président de la République M. Nicolae Timofti, le Premier ministre M. Vlad Filat, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne M. Iurie Leanca, le Vice-Premier ministre chargé de la Réintégration M. Eugen Carpov ainsi que les leaders de partis politiques représentés au Parlement, la délégation moldave auprès de l'Assemblée et des représentants d'ONGs.

Le 4 avril, j'ai visité la région transnistrienne et rencontré, à Tiraspol, M. Schevchuk, leader de Transnistrie, M. Kaminski, chef du Soviet Suprême ainsi que des représentants des ONGs. Dans ce contexte, j'ai également rencontré à Chisinau, le 2 avril, les ambassadeurs des pays du groupe " 5+2 " en charge du processus de négociation du règlement du conflit en Transnistrie.

A Chisinau, j'ai félicité le Président de la République, M. Timofti, pour son élection, qui a marqué la sortie de l'impasse politique dans laquelle était plongé le pays depuis trois ans et un nouveau départ dans la vie politique moldave. Dans ce contexte, le Président m'a confirmé sa disponibilité de s'adresser à l'Assemblée parlementaire lors d'une de nos prochaines parties de session.

Dans mes déclarations devant la presse moldave, j'ai appelé tous les acteurs de la vie politique du pays à regarder l'avenir de façon constructive et à accepter la légitimité démocratique des institutions, et notamment la légitimité d'un Président élu conformément aux exigences constitutionnelles,

A présent, le pays doit se concentrer sur la mise en œuvre des réformes et j'ai encouragé les forces politiques du pays à trouver les meilleurs moyens de travailler ensemble en ce sens, y compris sur la révision de la Constitution, en utilisant l'expertise de la Commission de Venise dans l'élaboration des réformes juridiques.

J'ai assuré les autorités du soutien de notre Assemblée dans leurs efforts sur la voie de l'intégration européenne, en soulignant que le progrès sur le respect des obligations et des engagements de la République de Moldova dans le cadre du Conseil de l'Europe est le meilleur moyen d'accélérer ce processus d'intégration.

Dans ce contexte, je me suis félicité de l'élaboration d'un projet de Plan d'action sur le respect, par la République de Moldova de ses engagements vis-à-vis du Conseil de l'Europe, qui devrait être très prochainement approuvé par les autorités du pays.

Lors de ma visite à Tiraspol en région transnistrienne, j'ai souligné que l'Assemblée pourrait contribuer au renforcement du climat de confiance en utilisant les moyens de la démocratie parlementaire, par exemple pour relancer le dialogue entre les membres du Parlement moldave et ceux du Soviet Suprême en Transnistrie.

En effet, à l'issue de mes rencontres avec les plus hautes autorités de la République de Moldova ainsi qu'avec les dirigeants de Transnistrie, je suis persuadé que l'Assemblée peut intensifier sa contribution à la solution du conflit en Transnistrie. L'élection de M. Schevchuk ainsi que la reprise des négociations dans le cadre '5+2' créent des conditions favorables pour un véritable progrès, auquel l'Assemblée pourrait apporter sa contribution utile.

Je souhaite donc proposer que l'Assemblée, par l'intermédiaire de sa sous-commission sur la prévention des conflits par le dialogue et la réconciliation (de la Commission des questions politiques et de la démocratie), serve de plateforme de dialogue pour les représentants du Parlement moldave et du Soviet Suprême transnistrien. J'ai obtenu des deux côtés un accord préliminaire pour cette proposition qui doit, bien entendu, être confirmé formellement par tous les organes impliqués. J'ai également l'intention de consulter nos collègues du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE sur ce sujet.

A l'issue de mes rencontres à Tiraspol, j'ai rendu visite à la famille de Vadim Pisar, un citoyen de la République de Moldova tué le 1er janvier 2012 lors du passage d'un point de contrôle avec la région transnistrienne. J'ai été profondément bouleversé par cette horrible méprise, qui illustre le potentiel meurtrier inhérent à l'existence même des conflits dits 'gelés'.

Finalement, je souhaite remercier les autorités du pays, et tout particulièrement le Parlement et son Président, M. Lupu, de l'excellente organisation de ma visite et de leur attitude très constructive pendant nos discussions. De même, je remercie le Chef du Bureau du Conseil de l'Europe en République de Moldova, M. Ulvi Akhundlu, et son équipe de leur assistance précieuse, notamment en ce qui concerne l'organisation de ma visite en région transnistrienne.

1.10. Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme (Brighton, Royaume-Uni, 18-19 avril 2012)

Lors de mon allocution présentée devant les ministres et les représentants des Etats lors de l'ouverture de la conférence à haut niveau sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme, à Brighton, j'ai affirmé que les Etats devaient s'employer avant tout à garantir la protection effective des droits de l'homme à l'échelon national, ce qui permettrait à la Cour de jouer pleinement son rôle, parallèlement à l'action politique du Conseil de l'Europe dans son ensemble.

La Cour ne serait-elle pas victime des défaillances au niveau national, ai-je questionné, sachant que près de 80 % des requêtes devant la Cour proviennent de 10 Etats seulement sur les 47 qui relèvent de sa compétence.

J'ai appelé à mieux reconnaître le rôle joué par l'Assemblée parlementaire et les parlements nationaux pour assurer le respect de la Convention européenne des droits de l'homme et souligné qu'il est important que les parlements nationaux vérifient systématiquement la compatibilité des projets de loi avec la Convention, qu'ils surveillent de près les mesures prises pour exécuter les arrêts défavorables et qu'ils fassent avancer la législation nationale dans le sens des mesures préconisées par la Cour.

2. COMMUNIQUES DE PRESSE

1. Le Français Jean-Claude Mignon élu Président de l'APCE (23 janvier 2012)

2. Jean-Claude Mignon déposera une gerbe au monument aux morts de Strasbourg (23 janvier 2012)

3. Jean-Claude Mignon à David Cameron : " il est essentiel de rester unis et engagés " (25 janvier 2012)

4. Jean-Claude Mignon-Nils Muižnieks : "nous pouvons faire mieux ensemble" (25 janvier 2012)

5. Le Président de l'APCE participe à la cérémonie de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste (26 janvier 2012)

6. Le Président de l'APCE a de " sérieux doutes " sur le bien-fondé des condamnations des auteurs de l'attentat à la bombe de Minsk et lance un appel contre leur exécution (27 janvier 2012)

7. Jean-Claude Mignon : "Les massacres doivent cesser immédiatement en Syrie" (2 février 2012)

8. Vague de froid : " nous avons tous une obligation morale de solidarité ", affirme Jean-Claude Mignon (6 février 2012)

9. Jean-Claude Mignon rencontre les membres de la Commission des Affaires européennes du Sénat français (13 février 2012)

10. Les médias, un outil essentiel de promotion de la diversité culturelle, selon le Président de l'APCE (14 février 2012)

11. APCE-PE : Jean Claude Mignon prône une coopération renforcée tout en évitant le double emploi (15 février 2012)

12. Syrie : le Président de l'APCE bouleversé suite à la mort de deux journalistes à Homs (23 février 2012)

13. Le Président de l'APCE rencontre Ban Ki-moon à New-York (24 février 2012)

14. Jean-Claude Mignon : l'adoption de la Convention d'Istanbul est une victoire, mais elle doit entrer en vigueur (27 février 2012)

15. Ukraine : le Président de l'APCE demande la libération d'Iouri Loutsenko (28 février 2012)

16. Jean-Claude Mignon : il faut promouvoir l'autonomisation et l'émancipation des femmes en milieu rural (29 février 2012)

17. Le Président de l'APCE, lors d'un rencontre avec Ban Ki-Moon, prône un " partenariat fort " entre le Conseil de l'Europe et l'ONU (29 février 2012)

18. Jean-Claude Mignon : rencontres à haut niveau à Bruxelles avec les représentants des institutions européennes (6 mars 2012)

19. Le Président de l'APCE en faveur d'un partenariat renforcé entre les '47' et l'UE (7 mars 2012)

20. Printemps arabe : pas de démocratie sans respect des droits des femmes, selon le Président de l'APCE (7 mars 2012)

21. Jean-Claude Mignon rencontre le Président de l'Assemblée de l'ONU et plaide pour plus de coopération (13 mars 2012)

22. APCE : ultime appel à la clémence pour Dmitry Konovalov et Vladislav Kovalev (15 mars 2012)

23. République de Moldova : Jean-Claude Mignon se félicite de l'élection du nouveau Président et annonce sa visite (16 mars 2012)

24. Bélarus : "L'irréparable a été commis" (18 mars 2012)

25. Le Président de l'APCE exprime sa solidarité avec la communauté juive à l'Ecole Aquiba de Strasbourg (19 mars 2012)

26. Fusillade à Toulouse : le Président de l'APCE condamne un acte lâche et odieux (19 mars 2012)

27. Visite du Président de l'APCE en Principauté de Monaco (21 mars 2012)

28. Jean-Claude Mignon salue les efforts de Monaco pour moderniser les institutions (23 mars 2012)

29. Sénégal : Jean-Claude Mignon félicite le Président-élu (27 mars 2012)

30. Prix Nord-Sud : deux lauréats " qui ont façonné le monde d'aujourd'hui " (27 mars 2012)

31. Le Président de l'APCE se rend en visite officielle en République de Moldova (29 mars 2012)

32. Jean-Claude Mignon condamne fermement les exécutions au Japon (29 mars 2012)

33. Le Président de l'APCE se félicite de la fin de l'impasse institutionnelle en République de Moldova (3 avril 2012)

34. Le Président de l'APCE en Transnistrie : les conflits gelés ne doivent plus tuer (4 avril 2012)

35. Déclaration conjointe sur la situation en Syrie (10 avril 2012)

36. Jean-Claude Mignon : "en exécutant, les autorités de Gaza tournent le dos aux valeurs du Conseil de l'Europe " (11 avril 2012)

37. Le Président de l'APCE salue la libération d'un leader de l'opposition bélarusse et de son assistant de campagne (16 avril 2012)

38. Le Président de l'APCE à Brighton pour la conférence sur l'avenir de la Cour (17 avril 2012)

39. Le Président de l'APCE à Brighton : les Etats doivent avant tout garantir les droits de l'homme à l'échelon national (19 avril 2012)

3. DISCOURS

1. Discours d'investiture du Président élu de l'Assemblée (23 janvier 2012)

2. Discours à l'attention de Monsieur Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de L'Europe (23 janvier 2012)

3. Discours de bienvenue à l'attention de Monsieur David Lidington, Ministre pour l'Europe du Royaume Uni (24 Janvier 2012)

4. Discours de bienvenue à l'attention de Madame Irina Bokova, Directrice Générale de l'Unesco (24 janvier 2012)

5. Discours devant La Commission sur l'égalité et la non discrimination (24 janvier 2012)

6. Discours prononcé à l'occasion de la Journée Internationale de Commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste (25 janvier 2012)

7. Discours de bienvenue à l'attention de Monsieur Grigol Vashadze, Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie (25 janvier 2012)

8. Discours de bienvenue à l'attention de Madame Tarja Halonen, Présidente de la Finlande (25 janvier 2012)

9. Discours de bienvenue à l'attention de Monsieur David Cameron, Premier Ministre du Royaume Uni (25 janvier 2012)

10. Discours de bienvenue à l'attention de Madame Michelle Bachelet, Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes (26 janvier 2012)

11. Discours à l'attention de Monsieur Thomas Hammerberg, Commissaire aux Droits de l'homme (26 janvier 2012)

12. Discours prononcé à l'inauguration du colloque " Les médias de l'expression de la diversité culturelle, constats et perspectives ", organisé par la Chaire Unesco à l'Université de Strasbourg (14 février 2012)

13. Discours à l'occasion du " side event " de la 56e session de la Commission sur le statut des femmes sur la prévention de la violence contre les femmes par la mise en œuvre de standards internationaux, organisée par la Mission permanente de la Turquie aux Nations-Unies, ONU Femmes et le Conseil de l'Europe (New York, 27 février 2012)

14. Discours prononcé lors de la réunion parlementaire à l'occasion de la session de la Commission sur le statut de la femme, organisée par l'UIP et l'ONU Femmes : l' émancipation des femmes rurales : le rôle des parlements (New York, 29 février 2012)

15. Discours de solidarité prononcé à l'Ecole juive Aquiba de Strasbourg suite à la fusillade de Toulouse (20 mars 2012)

16. Discours prononcé lors de la cérémonie de remise du prix Nord-Sud 2011 au Centre Nord-Sud (Lisbonne, 27 mars 2012)

17. Discours prononcé lors de la Conférence ministérielle sur l'avenir de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (Brighton, 19 avril 2012)